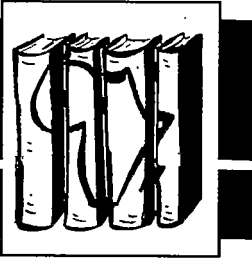


la revue des livres



Chronique bibliographique sous la responsabilité de Patrick Quantin, avec la collaboration de Kangni A. Alem, Daniel C. Bach, Rob Buijtenhuijs, Hassane Drame, Roland Marchal, Mathias Owona, Alain Ricard, Comi M. Toulabor, Henry Tourneux, Jean-Louis Triaud, André-Jean Tudesq.

HYDEN (Goran), BRATTON (Michael) — **Governance and Politics in Africa**. — Boulder/London, Lynne Rienner, 1992, 329 p., bibliogr., index.

Ce livre est important à plusieurs titres. D'une part, M. Bratton et G. Hyden, ainsi que quelques-uns de leurs collaborateurs, comme D. Rothchild et N. Van de Walle, ont l'oreille des dirigeants américains, et plus particulièrement de ceux de l'US-AID. Leurs écrits ne sont donc pas seulement des paroles en l'air, ils peuvent se traduire à l'occasion en actes politiques. D'autre part, ses auteurs prétendent nous fournir un schéma conceptuel inédit destiné à rénover non seulement les études africaines, mais également les études politiques comparatives plus généralement.

En ce qui concerne l'œuvre théorique, c'est surtout G. Hyden qui s'en charge dans son introduction, secondé par M. Bratton et D. Rothchild qui commentent les arguments de leur collègue dans le dernier chapitre du livre. Hyden s'efforce notamment d'analyser la crise politique et économique qui secoue actuellement l'Afrique, pour indiquer le chemin à suivre pour sortir de cette crise. Il le fait à partir du concept de « governance », qu'il définit comme « la gestion consciente des structures du

régime dans le but de renforcer la légitimité du domaine public » (p. 7). D'après lui, c'est cette « governance » qui fait cruellement défaut en Afrique, ce qui explique le désarroi du continent. Pour lui, elle est, en effet, à la base du développement politique et économique. Hyden développe ses thèmes avec beaucoup de subtilité (il faudrait des pages et des pages pour lui rendre justice) et il ouvre un terrain de réflexion fort intéressant. Cependant, son œuvre de théorisation pose un certain nombre de problèmes.

Une première remarque ne met pas en doute la valeur intrinsèque de sa conceptualisation, mais concerne une pratique fâcheuse qui a tendance à se généraliser dans le domaine des études africaines : l'absence de toute référence aux prédécesseurs. Un exemple : dès les premières pages de son introduction, Hyden affirme qu'« à l'encontre des économistes politiques, qui ont tendance à considérer [la variable politique] comme le reflet de forces matérielles sous-jacentes, nous devrions reconnaître que des valeurs et des normes façonnent le monde » (p. 4). Très bien, mais est-ce que cela suffit pour ensuite ne faire aucune allusion aux travaux d'un Meillassoux, d'un Rey, d'un Terray, d'un Saul ou d'un Rodney ? Il y a dix ans à peine, on ne citait qu'eux, aujourd'hui, apparemment, ils n'existent

plus. D'autres courants théoriques antérieurs bénéficient du même traitement cavalier. Il me semble qu'un changement de paradigme n'est pas une mince affaire et qu'il nécessite un débat sérieux ; des règlements de comptes même, si on veut, mais pas ce silence condescendant que l'on constate chez Hyden.

Une deuxième remarque concerne la définition même du concept de « gouvernance ». Comme nous l'avons vu, celle-ci a pour but de renforcer la légitimité du domaine public. Malheureusement, la notion de légitimité pose certains problèmes. Aux yeux d'une majorité des Algériens, un régime islamique aurait bénéficié il y a quelques années de plus de légitimité que le régime en place, mais aurait été combattu farouchement par une importante minorité. Par conséquent, un tel régime n'aurait pas nécessairement signifié un progrès en matière de développement économique et politique mais plutôt la guerre civile. Toute irait bien là où la grande majorité d'un peuple partage la même idée sur ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas, comme dans les pays scandinaves ou les Pays-Bas, mais là où le peuple est profondément divisé, comme c'est souvent le cas en Afrique noire, la notion de légitimité n'est pas aussi facile à saisir. Hyden méconnaît, d'autre part, le facteur culturel qui fait que les fruits de la légitimité du domaine public n'auront pas forcément le même goût partout. Un régime FIS en Algérie, même reconnu par une écrasante majorité des citoyens, ne s'engagerait probablement pas dans la voie souhaitée par Hyden quand il parle de développement politique et économique (Bratton et Rothchild, dans leurs conclusions, signalent d'ailleurs le problème des facteurs culturels). La définition de la notion de « gouvernance » n'est donc pas tout à fait au point, ce qui ne veut pas dire qu'elle est sans intérêt.

Une dernière remarque concernant les raisonnements de Hyden : sa thèse que la crise africaine se résume à un problème de « gouvernance » renvoie un peu trop facilement toute la responsabilité aux seuls Africains, en laissant dans l'ombre un certain nombre d'autres

données, telles que les prix des matières premières et le montant de l'aide au développement. Certes, si les pays africains étaient mieux gérés, la crise politique et économique y serait moins profonde, et tous les efforts des Africains devraient porter sur ce point. Cependant, on ne peut pas résoudre par là les problèmes de la dépendance, du néo-colonialisme, etc. Les propos de Hyden ont plutôt pour effet de les occulter, ce qui limite leur valeur.

Jusqu'ici j'ai été plutôt sévère avec Hyden et ses amis, et il convient maintenant de redresser le bilan. Même si les théories avancées dans ce livre ne semblent pas entièrement convaincantes, on doit reconnaître que leurs auteurs ont fait un effort de réflexion considérable et qu'ils indiquent des pistes de recherche sans doute fructueuses. Il faut lire ce livre qui a d'ailleurs l'avantage supplémentaire d'être rédigé en termes clairs et compréhensibles, sans verbiage et sans recours à des concepts opaques. C'est plutôt rare dans le domaine de la conceptualisation et cela mérite d'être signalé.

L'ouvrage contient d'autre part une dizaine d'études de cas remarquables. Il serait presque injuste d'en privilégier certaines, mais j'avoue avoir un faible pour les études de N. Chazan (sur le Ghana) et J. Mac Gaffey (sur le Zaïre). Ces deux auteurs, sans employer le terme, font pleinement dans le politique par le bas, beaucoup mieux en quelque sorte que nous ne l'avons fait nous-mêmes ces dernières années à *Politique africaine*. Leurs contributions montrent, à mon enchantement, que ce domaine a encore un certain avenir. [R.B.]

OTAYBK (René) (Dir.) — **Le radicalisme islamique au sud du Sahara. Da'wa, arabisation et critique de l'Occident.** — Paris, Karthala, et Talence, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1993, 264 p.

Cet ouvrage est le premier du genre qui propose une présentation d'ensemble du radicalisme islamique au sud du

Sahara, mais il aborde la question sous un angle original, celui de la propagande et de la diffusion de la langue arabe. Au sud du Sahara, tous les islamistes ne sont pas arabisants, et tous les arabisants ne sont pas islamistes, mais il y a, dans la valorisation de la langue arabe, un dénominateur commun à tous les courants actuels de réveil de l'islam. La mouvance arabisante représente par conséquent un espace plus vaste que les groupes se revendiquant de l'islam politique et une matrice possible pour une extension ultérieure des modèles islamiques. C'est là l'une des hypothèses centrales de René Otayek qui voit dans l'enseignement arabe « l'un des sites où se joue la déconstruction de l'ordre occidental et la fabrication d'une identité africaine musulmane » (p. 16). La question de l'arabe occupe ainsi une place particulière dans le champ symbolique des musulmans sub-sahariens contemporains. Pour une partie d'entre eux, l'accession à la langue de la Révélation coranique apparaît, plus encore que l'espoir d'un gouvernement islamique, comme un remède mythique au déclassement, à la crise, et au désenchantement du monde : une véritable promotion sociale dans l'imaginaire. Certaines catégories sociales (commerçants et paysans notamment) sont plus sensibles que d'autres à cet enseignement et se reconnaissent dans un mode éducatif qui ne sépare pas le sacré du profane, et qui, à défaut de déboucher sur un emploi (ce que l'enseignement officiel ne garantit d'ailleurs plus), assure au moins, à la différence de l'autre, la transmission des valeurs du groupe (respect des aînés, primauté des hommes, éthique sexuelle, etc.). Dans l'esprit de ses partisans, l'arabe est aussi destiné à faire pièce au français ou à l'anglais, langues des colonisateurs, langues des élites occidentalisées. Comme l'énonce l'un des sous-titres de l'ouvrage, elle se présente comme la langue de la « critique de l'Occident ».

Les jeunes arabisants contestent la compétence des vieux maîtres et substituent à l'école coranique traditionnelle un collège (*madrassa/medersa*) de facture moderne, où sont enseignées à la fois des matières islamiques et profanes. Par

là s'affirme la volonté d'ascension sociale d'une « contre-élite » potentielle, qui cherche à la fois un moyen de subsistance et une forme de légitimation dans des pays où les cadres de l'État sont recrutés sur la base d'une formation occidentale. C'est pourquoi les arabisants ont besoin de reproduire et d'entretenir le système dans lequel ils ont été formés. La création de *medersas* constitue également un moyen privilégié de capter l'attention des bailleurs de fonds arabes. La propagation de l'arabe est en effet l'un des vecteurs de choix de la politique d'influence des pays arabes au sud du Sahara.

L'ouvrage montre cependant combien la réalité sur le terrain est éloignée des représentations idéales : médiocrité des enseignants, détournements fréquents des aides arabes, mauvaise organisation de la scolarité. La *medersa*, écrit Otayek, « fait un peu figure d'« école du pauvre » » aux yeux des Musulmans du Burkina — « œuvre sociale » plus qu'« instrument de formation » (p. 234).

L'ouvrage comporte dix contributions d'inégale ampleur. L'originalité de la présentation tient à la combinaison d'études de cas portant sur les institutions de *da'wa* (« appel » à l'islam : mission islamique) en place dans quatre pays arabes formateurs (Arabie séoudite, Libye, Tunisie, Soudan) et sur les arabisants dans différents pays subsahariens, surtout ouest-africains (Nigeria, Comores, Mali, Sénégal, Niger, Burkina). Cette mise en communication des deux « bouts de la chaîne » est suffisamment rare pour mériter d'être soulignée. Al-Azhar et l'Égypte manquent à l'appel, « fautes de compétences disponibles » (p. 5), mais l'ouvrage ne prétendait pas à l'exhaustivité.

Sur le destin de ces « intermédiaires culturels », les auteurs ne s'accordent pas entièrement. Là où Otayek voit plutôt une montée en puissance des arabisants irréversible, Mar Fall, dans sa communication sur le Sénégal, a tendance à minimiser les effets du phénomène. Tout en notant l'engouement qui existe dans ce pays pour l'enseignement de l'arabe, il doute cependant des capacités des arabisants à se constituer en

contre-élite. Soulignant leur manque d'autonomie, il voit plutôt en eux des « courtiers » condamnés à le rester (p. 212).

Ce n'est pas ici le lieu de commenter chacune des contributions présentées. Il appartiendra à chaque spécialiste de « reconnaître les siens » dans cette mosaïque de figures et de réseaux. En attendant, ce livre riche apporte à nos connaissances et à nos problématiques sur l'islam subsaharien une remise à jour bienvenue. Il représente une nouvelle génération dans les travaux sur l'islam africain. Après les « marabouts », les « guerres saintes » et autres Mourides, voici venu le temps des arabisants — des « licenciés du Caire » comme on dit joliment au Niger (p. 213). L'« islam noir », spectaculairement confrérique, non arabe, et quelque peu frotté d'animisme — comme on aimait à le présenter sous la période coloniale — a bien fait son temps ! [J.-L.T.].

KARRAR (Ali Salih) — **The Sufi Brotherhoods in the Sudan.** — Londres, C. Hurst, 1992.

Cet ouvrage décrit le développement du soufisme et des confréries non au Soudan, comme l'affirme abusivement le titre, mais en pays Shayqiyya (soit dans la province de Dongola et Shendi). On retrouve pour cette région un périodisation applicable ailleurs au Soudan. D'abord des saints qui pratiquent un soufisme sans affiliation reconnue. Puis, à partir de la moitié du XVII^e siècle, l'arrivée des « vieilles confréries », surtout la Qadiriyya et la Shadhiliyya, qui ne pénètrent que très partiellement dans la population. Par contre, au XIX^e siècle, quelquefois grâce à la dynamique de la colonisation ottomane, des confréries plus centralisées influencées par Ahmad Ben Idriss affirmèrent leur influence : il faut citer la Sammaniyya, la Tijaniyya, la Khatmiyya et l'Idri-siyya, les deux premières s'étant développées hors des enseignements du grand soufi marocain.

Pendant l'étude de la Samma-

niyya montre que ces nouvelles confréries n'étaient pas assurées d'un plein succès. Comme le souligne l'auteur, cette dernière « arriva au Soudan comme une *tariqa* (confrérie) réformiste mais fut bientôt assimilée à l'ordre social régnant » (p. 48), au point de se diviser et de refléter les rivalités des notables locaux, faute d'une direction fortement centralisée. Tout autre est la situation de la Khatmiyya. Son fondateur, Muhammad Uthman al-Mirghani sait utiliser non seulement ses origines familiales, mais également tisser des alliances avec les marchands et certaines familles saintes qui entendent alors se différencier peu à peu de l'élite politique (p. 68-71). Ces adhésions s'expliquent, en outre des raisons proprement religieuses, par le caractère modéré de sa doctrine, par l'attitude raisonnable qu'il adopte face à l'invasion ottomane en 1820, alors que la conjoncture est plutôt marquée par les désordres politiques et la guerre. Cette collaboration n'est pas acceptée par tous ses fidèles, mais il réussit à maintenir son influence sur le pays Shayqiyya et l'est soudanais, affaiblissant au Kordofan.

Le politiste ne retirera que peu de conclusions d'un ouvrage d'une telle érudition, qui traite plus de la description interne des confréries que de leurs rôles sociaux. Cependant, grâce à ce livre, il aura de bons arguments pour récuser dans le cas soudanais le modèle de Geertz ou Gellner d'une orthodoxie urbaine opposée au mysticisme rural. Cette remarque devrait souligner jusque dans la période la plus actuelle la complexité des liens entre l'orthodoxie et le mysticisme. [R.M.]

ENGEL (Ulf) *et al.* (sous la direction de) — **Wahlbeobachtung in Africa : Erfahrungen deutscher Wahlbeobachter, Analysen und Lehren für die Zukunft.** — Hamburg, Institut für Afrika-Kunde, 1994, 261 p.

Les Allemands ayant été nombreux à servir d'observateurs internationaux lors des élections africaines des derniè-

res années, certains d'entre eux ont eu l'heureuse idée de réunir leurs expériences dans un livre et d'en tirer quelques leçons pour l'avenir.

Après un chapitre général sur la démocratisation en Afrique qui met l'accent, à juste titre, sur les raisons internes de ce phénomène et qui se montre plutôt circonspect sur les chances de réussite à long terme de la vague démocratique, deux chapitres sont consacrés aux problèmes généraux et politiques de l'observation des élections. Les auteurs y font un tour d'horizon des problèmes que peuvent rencontrer les observateurs sur le terrain et énumèrent les conditions qui doivent être réunies pour qu'une mission d'observation puisse être considérée comme sérieuse et valable. Ils répondent également à la question de savoir à quels critères une élection en Afrique doit répondre pour être jugée de façon positive.

Un quatrième chapitre, de loin le plus long, contient seize rapports d'observateurs allemands sur des cas précis : référendum, élections parlementaires et présidentielles. Ces rapports couvrent huit pays : la Namibie, le Niger, le Lesotho, l'Érythrée, le Malawi, le Burundi, le Togo et la République centrafricaine. La plupart d'entre eux émettent un avis favorable sur les scrutins observés, à l'exception des deux rapports concernant l'élection présidentielle au Togo en août 1993 : les observateurs allemands à Lomé ont, en effet, mis fin à leur mission deux jours avant le scrutin parce qu'ils pensaient que les conditions pour une élection honnête et libre n'étaient pas réunies. Tous ces rapports ont un intérêt certain, et certains sont même très bons. Une mention spéciale pour G. Spittler qui a eu la chance d'être affecté comme observateur électoral dans la région du Niger où il avait autrefois effectué des recherches anthropologiques de terrain. Évidemment, ça aide pour comprendre les dessous d'une campagne électorale.

A la fin du livre, les auteurs formulent des recommandations d'ordre général pour améliorer l'observation des élections dans l'avenir, ainsi que des suggestions pratiques destinées aux personnes chargées de ces missions.

En somme, nous disposons avec cette publication du « manuel du parfait petit observateur » et on peut seulement regretter que ce livre ne soit disponible qu'en allemand ce qui limitera sa diffusion. Une traduction en anglais ou en français serait la bienvenue. Signalons également un avantage supplémentaire de ce travail : les premiers chapitres contiennent beaucoup de références à la littérature, et notamment à des auteurs allemands dont les travaux sont parfois mal connus de leurs collègues africanistes ailleurs dans le monde. [R.B.]

ROSCOE (Adrian) et MPALIVE-HANGSON (Msiska) — **The Quiet Chameleon, Modern poetry from Central Africa.** — Londres/Melbourne/Munich/New York, Hans Zell, 1992, 206 p. (New perspectives on African literature, 2).

DUNTON (Chris) — **Nigerian Drama in English since 1970.** — Londres/Melbourne/Munich/New York, Hans Zell, 1992, 215 p. (New perspectives on African literature, 5).

Ces deux volumes, élégamment présentés, appartiennent à la série créée par Hans Zell sur les nouvelles littératures de l'Afrique. A l'âge des généralisations continentales a succédé l'étude précise des genres et des régions : la poésie de l'Afrique centrale, le théâtre des deux dernières décennies au Nigeria. Remarquons tout d'abord la vitalité de ces genres, la qualité de leurs représentants, trop ignorés du public français et francophone : Jack Mapanje, le poète malawite, Femi Osofisan, le dramaturge nigérian sont des écrivains majeurs et il serait bon de le faire savoir. Le livre sur la poésie est assez peu satisfaisant faute d'une vision claire des enjeux esthétiques et politiques du texte anglais en Afrique centrale, en particulier dans la partie qui traite du Zimbabwe, où les généralisations creuses sur l'engagement semblent servir d'argument critique.

Le texte de Chris Dunton est une sorte de modèle du genre : précis, écrit

sobrement, nourri de la connaissance des lieux et des personnes, il est animé par la sympathie à l'égard du Nigeria, et la passion contenue de celui qui partage bien des indignations morales des dramaturges nigériens. Depuis 1956 plus de 200 pièces de théâtre ont été publiées en anglais au Nigeria, dont près de la moitié dans les années 80 ! La plupart de ces textes sont introuvables et inconnus à l'extérieur du pays justement parce qu'ils ont publiés, joués, discutés sur place. De très nombreux autres textes ont été diffusés et joués sans être publiés en volume. En somme notre représentation de la vie culturelle du Nigeria, des enjeux éthiques de la scène politique souffre d'une étrange distorsion si nous oublions l'écho local de ces textes. Littérature d'élites, si l'on veut, mais des millions d'étudiants sont passés dans les universités et les IUT (les polytechnics) et partout il y avait du théâtre en anglais, qui souvent se jouait « hors les murs ». Les noms de Bode Sowande, Kole Omotoso, Femi Osofisan, Tess Onwueme sont connus de tous les Nigériens qui lisent un journal, c'est-à-dire de beaucoup de gens mais souvent inconnus à l'extérieur du pays. Le mérite de Chris Dunton est de lire ces textes comme ils sont lus au Nigeria, de nous en donner la portée et de montrer, en même temps, comment certains textes dépassent leur contexte : il ne s'agit pas de tout célébrer, mais, par exemple de montrer comment des choix d'écriture sont aussi des choix politiques. La mécanique de la farce sert Osofisan qui adapte et récrit Feydeau et Gogol dans des situations de corruption et de violence. Soyinka a trouvé des héritiers et des disciples à sa mesure par la qualité de leur travail et de leur présence solidaire dans le pays. [A.R.]

BALLONG-WEN-MEWUDA (Bato'ora J.) — **Sao Jorge da Mina 1482-1637.** — Paris-Lisbonne, École des hautes études en sciences sociales, Fondation Calouste Gulbenkian, 1993, 2 tomes, 642 p., bibliogr., tabl., photogr., cartes, annexes.

Dans cet ouvrage, fruit d'un long et patient travail de recherche mené dans les archives et bibliothèques tant européennes qu'africaines et complété par des sources diverses, J. Ballong nous restitue sur plus de 150 ans la vie du comptoir portugais, Sao Jorge da Mina, devenu plus tard Elmina, en Côte de l'Or, l'actuel Ghana, en Afrique occidentale.

Pionniers de l'exploration maritime au XV^e siècle, les Portugais ont marqué profondément de leurs influences les côtes occidentales de l'Afrique, et plus particulièrement la *Costa da Mina do Ouro* (Côte de la Mine d'Or), attirés par son précieux métal et les produits locaux de la région (tissus, épices, ivoire, coquillages, perles, etc.) auxquels s'ajoutera par la suite le commerce des esclaves que l'auteur étudie dans la troisième partie de l'ouvrage très fouillée. Non seulement ils ont établi des liens commerciaux avec des chefferies et des entités étatiques de la côte et de l'arrière-pays, mais aussi les ont étendus pratiquement à tout le Golfe de Guinée et à des îles comme Sao Tomé devenue un relais incontournable dans ce commerce interlope.

L'organisation et le fonctionnement de cette « machine à profit que constitue la factorerie-forteresse de Sao Jorge da Mina » sont admirablement décrits dans la seconde partie de l'ouvrage, la plus longue (la moitié de ses seize chapitres) où l'auteur fait preuve d'une érudition remarquable. En effet sont minutieusement étudiés le caractère et l'évolution du monopole de ce commerce lucratif, les contraintes et les avantages des charges et le personnel afférent au centre duquel se trouvent le capitaine-gouverneur, le facteur-économe et des écrivains-greffiers. Un officiel spécial, l'*almoxarife*, s'occupe de l'approvisionnement rigoureusement contrôlé de la forteresse en vivres, ceci afin de lutter contre les fraudes en tout genre, véritable « obsession de la politique d'encaissement politico-administratif de la vie de la cité de Sao Jorge da Mina », contre lesquelles la législation royale a montré son inefficacité, vu les conditions idéales où elles s'opéraient. A Lisbonne même, est institué un organisme,

la *Casa da Mina*, qui centralise l'organisation, le contrôle et l'administration de l'espace colonial portugais et qui deviendra un important centre d'archives. J. Ballong montre son origine, sa réorganisation en 1509 et son contrôle sur le commerce de Sao Jorge da Mina.

Pour lui donner plus de relief, l'auteur replace l'objet de son étude dans son contexte historique — notamment avec la découverte de l'or suscitant appétits et rivalités parmi les nations européennes — qui a poussé la Couronne portugaise (le roi D. Joao II) à édifier la forteresse sur la Côte de l'Or pour marquer « une politique énergique et plus dissuasive » à l'égard de ceux qui lui contestent son monopole de fait, bien que consacré par des bulles papales. Si la décision est prise à Lisbonne, reste à convaincre l'autorité locale, le roi d'Eguafo, Nana Kwamena Ansah qui, ayant saisi les véritables intentions de l'émissaire du roi du Portugal, Diogo de Azambuja, opposa une fin de non-recevoir à sa requête. Mais c'est sans compter avec les rivalités et les conflits internes aux dignitaires et aux populations alléchés par les profits qu'ils escomptaient de la présence permanente des Portugais. Ainsi ceux-ci dévièrent-ils le commerce caravanier que la Côte de l'Or entretenait jusqu'alors avec le Sahara et le Maghreb, entraînant d'énormes conséquences pour la région (déséquilibre éco-humain, désorganisation politique, cherté de la vie, etc.). Si le Portugal a connu son apogée historique dans le commerce interlope avec Sao Jorge da Mina, il n'a cependant pas réussi à imposer sa politique diplomatique et d'acculturation (christianisation et scolarisation) aux populations locales. convoité par les puissances maritimes occidentales montantes, le fort de Sao Jorge da Mina sera pris en août 1637 par les Hollandais qui mettent fin à l'hégémonie portugaise sur le Golfe de Guinée.

Brassant une énorme et complexe matière (bravo pour les documents annexes !) qu'il maîtrise parfaitement et dont il propose des interprétations fines et des hypothèses plausibles quand l'incertitude fait son apparition, confrontant différentes thèses en présence pour

émettre son point de vue personnel, J. Ballong est remarquable dans cet ouvrage qui se lit comme un roman tant le style est d'une clarté appréciable. On accède à une foule de données historiques, ethnologiques, économiques et socio-politiques sur les populations de la Côte de l'Or entre le xv^e et le xvii^e siècles. Notons que la nature de l'insertion de l'Afrique dans le commerce mondial ne semble pas avoir fondamentalement changé depuis Sao Jorge da Mina, notamment quant aux procédures d'accumulation de la richesse et que les traités de protectorat qui ont scellé sa colonisation au xix^e ont des relations de parenté avec ce marché de dupes que Diogo de Azambuja voulait conclure avec Kwamena Ansah... L'histoire s'écrit avec des lignes de rupture et de permanence. [C.M.T.]

BARBIER-WIESSER (François-Georges) (dir.) — **Comprendre la Casamance. Chronique d'une intégration contrastée.** — Paris, Karthala, 1994, 503 p.

Peut-on comprendre la Casamance ? Telle est l'interrogation que m'inspire le titre de l'ouvrage de F.-G. Barbier-Wiesser sur cette partie méridionale du Sénégal qui pose problème, tant ses particularismes sont multiples et complexes. La première partie de l'ouvrage est un tableau sur le peuplement de la Casamance notamment une présentation des trois principales composantes ethniques casamançaises que sont les Diola, les Mandingues et les Peuhl. Dans les divers aspects de la vie sociale (habitat, danse, rapport à la terre) ce sont plutôt les référents identitaires, et culturels diola qui sont les plus valorisés. On découvre par la suite, comme pour confirmer la complexité de cette région, qu'aucune des langues des ethnies majoritaires ne dominent dans la communication entre individus. L'avenir de la Casamance est trilingue : diola, français, wolof avec une nette domination de cette dernière langue ; et c'est être naïf que de croire, comme M.-L. Moreau, que la « créo-

lité » perdue d'une ville comme Ziguinchor sera retrouvée avec l'autonomie de la région.

C'est de l'autonomie et de la géopolitique dont il est question dans la Casamance d'aujourd'hui. Cela est fort bien relaté par J.-C. Marut, même s'il confond les genres en parlant de « *purification ethnique* », et commet des inexactitudes sur la date et l'auteur de la signature des accords de paix (il s'agit du 8 juillet 1993 et de Madieng Khary Dieng). L'originalité dans l'œuvre de F.-G. Barbier-Wiesser c'est d'avoir pu recueillir des témoignages de personnes originaires de la Casamance, donc concernées par l'avenir économique, politique et sociale de leur région. Les horizons bouchés qu'invoquent C.S. Diatta et l'interpellation des députés casamançais par N. Diatta prouvent combien est immense chez les Casamançais la volonté de sortir cette région du chaos dans lequel elle est plongée, et de retrouver ce que l'instituteur résistant B.F. Badji appelle « *une liberté égale à celle de tout le monde* ».

Parmi les incertitudes qui planent sur la région, et qui sont mises en évidence dans la dernière partie de l'ouvrage, il y a celle de la culture du riz et de la symbolique de cette céréale pour les populations casamançaises. A. Cheneau-Loquay se demande, à juste titre, si nous ne sommes pas à la fin de la civilisation du riz. D'autre part, l'avenir institutionnel des régions du Sénégal en général, et de la Casamance en particulier, est au centre des préoccupations des pouvoirs publics depuis 1992. Pour ce qui est de la Casamance, toute la difficulté des autorités serait d'éviter que la décentralisation (avec l'octroi à la région de la personnalité morale, de l'autonomie financière, d'une assemblée élue au suffrage universel) ne soit perçue comme une concession aux séparatistes du M.F.D.C. C'est tout l'intérêt de la contribution de D. Darbon et A. Loada qui optent pour le système du consociationalisme, car pour ces auteurs toute la difficulté repose sur « *la capacité des acteurs à négocier et à inventer des formules susceptibles d'institutionnaliser le particularisme casamançais* ». Enfin, la dernière incertitude

porte sur l'état des rapports entre religions révélées (islam et christianisme) et religion traditionnelle (rapports qui jusqu'à présent ont été peu étudiés). N. Diatta, avec un optimisme excessif, estime que c'est de la compréhension de cette religion traditionnelle que dépend la solution du conflit casamançais. Certes, ces incertitudes sont tempérées par quelques signaux positifs que G. Pison a remarqués par exemple à propos de la carte sanitaire de la région, et des résultats satisfaisants en matière d'application des programmes de santé. Il faut noter également le rôle important que continue de jouer la femme casamançaise, mais que O. Journet ne semble reconnaître qu'aux femmes diolas (ce qui est un peu reducteur compte tenu de l'ambition de cet ouvrage).

L'ouvrage coordonné par F.-G. Barbier-Wiesser arrive au moment où le besoin de faire le point sur la situation en Casamance se fait le plus sentir, surtout que depuis plus d'un an la situation tend à se stabiliser (même si on entend dire, par-ci, par-là, que rien n'est définitivement réglé). Cet ouvrage est précieux, car il regorge d'une mine d'informations utiles à tous ceux qui s'intéressent à cette région faite de contrastes, à ceux qui veulent comprendre les réalités socio-politiques de cette contrée qui a longtemps fait l'actualité du Sénégal. C'est tout le mérite de l'auteur que d'avoir su rassembler plusieurs compétences, même si sur le fond on peut regretter le manque de rigueur dans certaines analyses. Une des grandes lacunes de l'ouvrage, c'est la prééminence très marquée de la Basse-Casamance dans les différentes contributions, et une lecture diola de plusieurs thèmes (foncier, habitat, danse, religion, conflit), ce qui est en contradiction avec l'objectif qui est de vouloir faire « *comprendre la Casamance* ». [H.D.]

LINIGER-GOUMAZ (Max) — **Who's who de la dictature de Guinée équatoriale ; les nguémistes : 1979-1993.** — Genève, Éditions du Temps Libre, 1993, 351 p.

Tout est généreusement distribué dans l'ouvrage de M. L.-G. : les informations, les invectives et même les coquilles. Passons rapidement sur ces dernières qui s'expliquent aisément par l'ardeur à transmettre encore plus et le plus vite possible ainsi qu'en témoigne le post-scriptum imprimé sur la troisième de couverture. Et allons à l'essentiel. Ce *who's who*, ou plutôt ce « ¿ Quién es quién ? » comme le nomme son auteur, correspond au premier abord aux critères du genre : c'est la compilation alphabétique de notices biographiques des élites guinéo-équatoriennes. Pourtant, toute ressemblance avec un Bottin mondain serait fortuite même si au détour d'un portrait, le « hobby » de l'intéressé nous est parfois révélé. On appréciera par exemple : « Elo Ndong Nsefumu, Demeterio, ex-facteur, fasciné par les timbres-poste, corrompu et fortuné » (p. 119). C'est expédié !

En fait, M. L.-G. livre un formidable fichier, tel que pourrait en produire un service de police bien rôdé ; un fichier que ne détenait peut-être même pas la police d'Obiang Nguema avant ce livre. Il faut dire que sont essentiellement recensés les profiteurs du régime. Le travail est fait par un archiviste sans complaisance, à la vindicte outragée. Plus de cinq cent fiches plus ou moins détaillées, mais souvent d'une précision surprenante en ce qui concerne les trafics en tous genres et les pratiques cachées, les relations familiales et les réseaux occultes. Près de mille portraits en gros plan pour une société de 300 000 habitants, le matériau brut pour la reconstitution minutieuse d'un réseau de clientèle politique à l'échelle d'un micro-État, une aubaine pour les futurs chercheurs de ce tout petit pays qui devront une grande reconnaissance à ce « ¿ Quién es quién ? » hors norme, brouillon et prolifique. [P.Q.]

ROPIVIA (Marc-Louis) — Géopolitique de l'intégration en Afrique noire. — Paris, L'Harmattan, 1994, 236 p.

Voici venu du Gabon un vibrant plaidoyer pour un renouveau du fédéralisme en Afrique. La première partie de l'ouvrage est consacrée aux projets de constitution d'un État continental qui se sont manifestés lors des indépendances africaines et demeurent présents dans nombre de projets de relance de l'intégration. Ce courant unitariste rassemble en fait une double tradition : celle du panafricanisme de la diaspora négro-américaine, d'une part ; la doctrine de l'unité culturelle de l'Afrique de l'autre. Chacune à sa manière, ces visions de l'intégration africaine procèdent d'une méconnaissance de l'histoire précoloniale et des rapports de force entre les États postcoloniaux. La création de l'OUA en 1963 est venue souligner l'inadéquation du panafricanisme utopique aux réalités de la géo-politique. L'intégration n'est pas donnée mais doit être construite souligne l'auteur qui identifie à cet effet sept axes « de moindre diversité culturelle », susceptibles de servir de support à de « grands ensembles étatiques de type fédéral ». Le cadre étant précisé, les exigences internes qu'il induit sont brièvement abordées dans une seconde partie : le libéralisme préconisé au niveau inter-étatique s'est trop souvent heurté à des politiques totalitaires au plan infra-étatique ; le fédéralisme par décret a également tendu à s'imposer aux dépens d'approches construites et négociées par étapes. L'avenir de l'intégration réside, conclut l'auteur dans la dernière section de l'ouvrage, dans une approche graduelle fondée sur des « noyaux d'États souverains ». Une analyse détaillée des rapports interethniques et interterritoriaux entre le Congo et le Gabon, conduit Ropivia à voir dans les ex-frontières intra-coloniales des espaces d'articulation de l'intégration à privilégier.

L'apport principal de cet ouvrage tient à sa critique du panafricanisme continental et de ses idéaux unitaristes, qui contribuent au profond décalage qui caractérise toujours les rapports entre la pratique et les objectifs de l'intégration régionale en Afrique. En faisant appel à la géographie et à l'histoire, Ropivia procède à une salutaire ouverture des problématiques de l'intégration trop sou-

vent réduites au seul domaine de l'économie. Pour ce qui est du plaidoyer « néo-fédéraliste » de l'auteur, il ne semble guère en passe d'être entendu si l'on en juge par l'interruption de l'évacuation du minerai gabonais via le Congo, sans parler de la réticence des États de la sous-région face aux tentatives de relance de l'intégration dans le cadre de la zone UDEAC. [D.C.B.]

HEALEY (John), ROBINSON (Mark) — **Democracy, Governance and Economic Policy : Sub-Saharan Africa in Comparative Perspective.** — London, Overseas Development Institute, 1992, 188 p, bibliogr.

Ce livre court et facile à lire se veut avant tout un ouvrage de vulgarisation pour un public averti de professionnels des affaires politiques et économiques, et plus particulièrement ceux qui s'occupent du développement. Les auteurs ne prétendent donc pas formuler des théories nouvelles, mais se limitent à un tour d'horizon de la littérature existante. Les trois premiers chapitres étudient l'évolution des régimes autoritaires en Afrique sub-saharienne, ainsi que les interprétations de l'État africain. Deux chapitres sont ensuite consacrés à l'élaboration des politiques économiques africaines et aux changements de ces politiques au cours des dernières années. Les chapitres suivants résument le débat académique sur les liens entre démocratie et développement dans le Tiers Monde en général et en Afrique en particulier, avec quelques pronostics très prudents sur les évolutions à venir.

En général, on peut dire que les auteurs ont atteint leur but. La littérature existante est examinée de façon cohérente et critique, et des lacunes sont signalées là où cela est nécessaire. Si de certains chapitres se dégage parfois une impression de confusion ce n'est pas la faute aux auteurs ; cela indique plutôt qu'il existe sur certains sujets une abondance de théories et de points de vue et que la synthèse est loin d'avoir été faite. Le souci didactique est constant

à travers tout le livre : des résumés sont fournis à la fin de chaque partie et le lecteur bénéficie également d'un glossaire.

Un point faible est cependant à signaler. Tous les ouvrages cités dans la bibliographie (environ 250) sont en anglais. Aucune publication en français, en portugais ou en allemand n'est mentionnée, pour ne pas parler d'autres dialectes et parlars d'importance encore moindre. C'est bien dommage, car on occulte ainsi une bonne partie de la littérature africaniste. [R.B.]

CARON (B.) *et al.* (dir.) — **Democratic Transition in Africa.** — Ibadan, Centre de Recherches, d'Échanges et de Documentation Universitaire (CREDU), 1992, 436 p.

Ce livre réunit 24 communications présentées lors d'un colloque sur les transitions démocratiques en Afrique, à Ibadan, en juin 1992. Une dizaine d'entre elles traitent de la transition en Afrique en général, les autres sont des études de cas analysant plus particulièrement l'évolution cahotante de la démocratisation au Nigeria, ainsi qu'au Cameroun, en Éthiopie et au Niger (ces derniers pays étant à l'honneur dans un seul article pour chacun d'entre eux).

La quasi-totalité des auteurs sont des Nigériens, et c'est là le grand intérêt de ce livre qui nous permet de prendre connaissance « à peu de frais » de ce que pensent nos collègues africains du sujet en question. On peut constater que dès 1992, la plupart d'entre eux étaient plutôt pessimistes sur les possibilités d'une démocratisation réelle en Afrique, et surtout au Nigeria, où le régime du général Babangida n'avait manifestement pas les faveurs de la communauté universitaire. Malgré le fait que les auteurs représentent des courants intellectuels très divers, allant du marxisme au libéralisme, tous jettent un regard plutôt critique sur l'évolution démocratique en cours dans leur pays.

Certains des articles sont excellents, comme celui de P.P. Ekeh sur la société

civile en Afrique ou celui de K. Amuwo sur le contexte international de la démocratisation africaine, d'autres par contre sont plus légers ou même carrément redondants, et c'est un premier reproche que l'on peut faire aux éditeurs de ce livre qui auraient dû être plus sélectifs dans leur démarche. On peut leur reprocher également de ne pas avoir su éviter les doublures. Trop d'articles traitent de la transition au Nigeria et se répètent quelque peu (ce qui n'est pas la faute aux contributeurs individuellement), trop d'articles commencent par définir, assez laborieusement, le concept même de démocratie, en partant de ses racines grecques, ce qui est quand même un peu lassant. Les éditeurs n'ont d'ailleurs pas pris la peine de rédiger une introduction à ce recueil, ce qui est bien dommage.

Un détail pour terminer : plusieurs auteurs marxistes ou « gauchistes », en se basant sur une analyse en termes de classes sociales, expliquent pourquoi le général Babangida a été amené logiquement à préparer la transmission du pouvoir à un régime civil d'essence bourgeoise. Or, à ce qu'il me semble, leurs analyses ont été infirmées par les événements ultérieurs qui ont frustré M. Moshood Abiola, pourtant grand bourgeois devant l'Éternel, de sa victoire électorale. Comment expliquer cette péripétie malheureuse en termes de classes sociales ? [R.B.]

GAILLARD (Philippe) — **Ahmadou Ahidjo. Patriote et despote : bâtisseur de l'État camerounais (1922-1989)**. — Éditions J.A. Livres, 1994.

L'ouvrage de Philippe Gaillard est la première biographie du premier président de la République du Cameroun. Ce journaliste français s'est imposé comme un fin connaisseur des péripéties et du cours de l'histoire camerounaise avec une référence spéciale pour la période dominée par Ahidjo. Dans ce travail, Gaillard s'efforce de présenter une conception synthétique du cours

politique et biographique du bâtisseur de l'État camerounais.

Le travail de l'auteur se veut traiter en nuances mettant en évidence le caractère inséparablement despotique et patriotique de l'œuvre d'Ahidjo. Philippe Gaillard essaie également de combiner l'art de la description et le sens de la compréhension en démontant les ressorts psychologiques de la conduite d'Ahidjo. De par l'influence de sa culture peul, le président fondateur de l'État camerounais faisait montre de discrétion et de dissimulation tout en imposant une autorité implacable relayée par une machine sécuritaire importante. L'auteur renvoie aux soubassements et aux fondements de l'engagement et de l'action politiques du jeune Ahidjo en montrant comment celui-ci sut profiter du contexte historique et politique qui favorisa son accession au pouvoir en le tenant pour un faire-valoir. Une fois parvenu au pouvoir, Ahidjo sut inscrire son action politique dans la pérennité en construisant un État relativement fort. Cette machine politique s'appuyait sur une administration et des forces de l'ordre omniprésentes se retourna contre Ahidjo après son départ du pouvoir.

Gaillard essaie de façon didactique de présenter l'œuvre et l'existence d'Ahmadou Ahidjo en l'énonçant par des séquences situées dans l'histoire politique au Cameroun. Mais l'auteur montre comment Ahidjo sut se concilier les grâces de la France tout en s'en dégageant par la modernisation au caractère bi-culturel de l'État camerounais ou des actions diplomatiques indépendantes comme dans l'affaire du Biafra.

On peut toutefois regretter que l'auteur n'ait pas suffisamment souligné la fragilité de l'œuvre politique d'Ahidjo. L'auteur tend par ailleurs à sublimer l'héritage politico-économique légué par Ahidjo à son successeur sans souligner comment la prospérité apparente du Cameroun était fondée sur des bases étriquées et peu solides qui volent très rapidement en éclat. Les phénomènes de cette désagrégation politico-économique du Cameroun sont déjà présents dans les dernières années du régime du président Ahidjo et émergent

avec le conflit qui l'opposera à son successeur.

Par ailleurs, la gestion du président Ahidjo fut rigide dans un certain nombre de domaines du pouvoir, gestion transmise à son successeur en raison de la pérennité de nombreux piliers du régime camerounais. Les sources de Philippe Gaillard sont largement puisées dans des cénacles favorables à l'ancien Président. L'auteur, s'il sait se tenir à distance des polémiques soulevées par les opposants d'Ahidjo vis-à-vis de la politique de celui-ci, manque parfois à discerner les critiques fondées émises par ces acteurs.

On peut lui reprocher de ne pas avoir su saisir comment l'œuvre de Ahidjo est en partie indissociable du projet de son successeur Biya. L'ouvrage ouvre toutefois la voie à un champ historique encore faiblement prospecté. Et cela est déjà un mérite incontestable. [M.O.]

PALAYER (P.) — Dictionnaire sar-français. Tchad. — Paris, Librairie orientaliste Paul-Geuthner, 1992, 1042 p. dont 2 cartes et 49 pl.

Ce n'est pas tous les jours que l'on voit paraître un dictionnaire de plus de mille pages *in octavo* consacré à une langue africaine. C'est même un événement proprement extraordinaire qui doit être salué comme tel. La langue sar, ou saramadingay, est parlée au Sud du Tchad par une population avoisinant les 150 000 personnes, dans la sous-préfecture du Moyen-Chari, en particulier dans les villes de Sarh et de Koumra. Elle appartient à la branche Chari-Nil de la famille nilo-saharienne de J. Greenberg.

L'auteur, Pierre Palayer, a certes bénéficié des travaux de ses prédécesseurs, en particulier Jacques Fédry et Maurice Fournier ; cependant, c'est lui qui a eu l'acharnement nécessaire à l'achèvement d'une telle œuvre, qui s'est étalée sur une vingtaine d'années. Le livre commence par une présentation générale de la langue. On trouve ensuite

quarante-neuf pages de dessins représentant la faune, les objets de la culture matérielle, les techniques de chasse et de pêche, la musique, la cuisine, la brasserie et les coiffures féminines.

Suivent près de 9 500 entrées qui reflètent tous les domaines de la vie sar, moderne et traditionnelle. Le milieu naturel est particulièrement bien traité ; P. Palayer donne toujours les noms scientifiques, soit en français quand il existe un nom homologué, soit en latin. Il va même jusqu'à préciser que le nom qui signifie « herbe à balais » désigne des graminées différentes selon que l'on est à Koumogo ou à Bédaya ; on lui pardonnera donc de n'avoir pu identifier une certaine petite fourmi noire...

Le dictionnaire, par bien des côtés, s'approche de l'encyclopédie ; il fourmille de notations sur les techniques, les croyances, l'organisation sociale, etc. On apprend, par exemple, que les feuilles du *Ficus platyphylla* sont utilisées pour former le lit sur lequel on fait germer le grain nécessaire à la fabrication de la bière ; ces mêmes feuilles servent à l'ensevelissement des bébés (le cadavre étant placé entre deux couches de feuilles) et à la détection des sorciers.

Les mots principaux reçoivent un traitement exhaustif : on a, par exemple, huit pages pour « œil ». L'auteur, dans l'analyse sémantique de la langue, applique sa rigueur de zoologiste et de botaniste.

Le lecteur l'aura compris : on est en face d'un monument comme on en voudrait voir édifier des centaines en Afrique, avant qu'il ne soit trop tard. Il faut aussi féliciter les éditions Geuthner, qui assument, contre vents et marées, un rôle irremplaçable en promouvant la recherche « orientaliste » française, et dont la qualité mériterait peut-être autant que le rap la sollicitude de nos ministres de la Culture. [H.T.]

Liberté pour les radios africaines. — Paris, Institut Panos, L'Harmattan, 1994, 220 p.

L'Institut Panos et l'Union des jour-

nalistes d'Afrique de l'Ouest ont organisé à Bamako du 14 au 18 septembre 1993 un colloque sur le pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest. Deux volumes avaient été publiés, peu de temps auparavant sur ce même thème par les deux organisateurs concernant les médias, principalement la radio, dans les 16 pays de l'Afrique de l'Ouest.

Un premier intérêt des actes de ce colloque, intitulé « Liberté pour les radios africaines » tient dans sa présentation en anglais et en français, reflet de la participation à la fois de journalistes et directeurs de radio de 8 pays francophones et de 4 pays anglophones (Gambie, Ghana, Nigeria, Sierra Leone), ainsi que de la Guinée Bissau. Une déclaration en 14 points demande la suppression des monopoles radiophoniques, la création de radios privées et communautaires, la transformation des radios d'État en « véritables radios de service public ».

Outre le travail en commission, il y eut beaucoup de discours, plusieurs ont posé les problèmes de fond comme S. Zorro, un nigérian, président de l'Union des journalistes de l'Afrique de l'Ouest prenant acte de l'absence de la radio dans le mouvement de démocratisation en Afrique ou encore le président de la République du Mali, Alpha Oumar Konaré (qui, lorsqu'il n'était que directeur de *Jamana*, avait été un pionnier de la liberté de la presse), mettant en garde de « vouloir faire jouer aux médias le rôle de toutes les institutions ».

Les principaux aspects de la vie des radios africaines ont été abordés par neuf commissions. L'idée d'un observatoire du pluralisme radiophonique, appuyé par Alpha Konaré a été retenu. Ce colloque et les publications qui s'y rattachent ont très utilement rappelé la priorité qu'occupe la radio en Afrique, en dépit de l'engouement actuel (surtout urbain) pour la télévision et des progrès récents (souhaitables) de la presse écrite. Entre les lignes de la déclaration de Bamako, s'inscrit surtout l'étonnement que la radio n'ait pas encore joué un rôle dans le mouvement de démocratisation. Des exposés introductifs ont

abordé, la première journée, le rôle de la radio dans le processus démocratique et les problèmes de coopération régionale ou internationale. La priorité de la radio parmi les médias est constatée en général, avec des illustrations particulières du Niger et du Mali où fut analysé la naissance de radios privées. La distinction entre radio gouvernementale et radio publique étudiée en particulier au Ghana, l'attention portée aux radios rurales ont été l'objet de communications intéressantes, notamment sur l'expérience de la radio rurale de Kayes au Mali. Les représentants de l'Afrique anglophone ont davantage mis l'accent sur les problèmes éthiques du pluralisme principalement au Ghana et au Nigeria. L'accent a été mis aussi sur la coopération régionale et internationale ; cette dernière reste toujours très attendue, peut-être trop ?

La participation de plusieurs représentants d'organismes de coopération, occidentaux (français — RFI ; anglais — BBC, ou suisse) ou internationaux (UNESCO, UNICEF, CEE) témoignait de ce souci de perpétuer la coopération, surtout dans l'Afrique francophone. [A.-J.T.]

DREWAL (Margaret Thompson) — **Yoruba Ritual. Performers, play, agency.** — Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1992, 243 p.

Quel doit être le regard du chercheur sur les acteurs engagés dans la performance ? Que signifie ce concept ? Ce sont là quelques questions de méthode qui servent de bases de travail au très provocant livre que Margaret Drewal consacre à l'observation des rituels chez les Yoruba dont la riche culture a essaimé hors des frontières jusqu'au Brésil, à Salvador ou New York, tous endroits où l'auteur eut également à étudier les fortunes diverses d'autres rituels yoruba transplantés.

Lisible, sans jargon inutile, abondamment illustré, le livre provoque le lecteur d'un chapitre à l'autre par sa

démarche non conventionnelle, plus cumulative que linéaire ; une sorte d'aller-retour entre le rituel en sa forme conventionnelle, « structurale » (à défaut) et sa pratique effective, la performance *in vivo* des agents culturels reprenant à leur compte le rituel.

Toute l'originalité du travail est là, dans cette notion conductrice de « performance » (abondamment définie dans le chapitre liminaire, *Theory and Method in the Study of Ritual Performance*) qui oblige Margaret Drewal à substituer au discours extérieur du chercheur occidental la parole nue, claire et contrastée des praticiens rituels eux-mêmes.

Performance est corollaire de répétition, avec ce que le corollaire contient de distance critique des acteurs envers le rituel, de transformations. On comprendra que redonner la parole en premier lieu aux praticiens yoruba eux-mêmes pour tenter l'exégèse de leurs rituels produise le sentiment définitif que les rituels, en fin de compte, sont à la mesure des sociétés humaines : dynamiques, inévitablement.

Le chapitre 3 (*The Ontological Journey*) où Margaret Drewal donne la parole à Kolawole Ositola, membre de la société des Anciens (Osugbo), devin, guérisseur, ritualiste, véritable touche-à-tout entretenant constamment la réflexion sur sa pratique quotidienne éclaire le propos de base. Les échanges d'Ositola avec l'universitaire amé-

ricaine illustrent la thèse de la réalité hétérogène des rituels décrits (agemo, egungun, danses masquées jigbo, rituels divinatoires...), de la non-fixité des situations culturelles comme le montre surtout la description d'un rituel d'introduction plus récente au Nigeria, la célébration de l'Aïd-el-kébir chez les Yoruba musulmans et celle d'un autre rituel plus composite, l'Annual Rally chez les Yoruba chrétiens d'Imewuro.

Le passage d'un rituel à l'autre pourrait paraître préjudiciable à l'organisation du livre. La multiplicité des pistes d'analyse contraint l'auteur à suspendre parfois le discours des agents pour réintroduire les éléments de sa théorie. La rhétorique du livre alors semble épouser l'évolution complexe, imprévisible des rituels étudiés. Une lecture intertextuelle (inter-rituelle ?) en quelque sorte.

L'anthropologie culturelle sort grande d'une telle initiative qui répond au vœu d'une nouvelle génération de chercheurs, vœu résumé il y a de cela quelques années par l'anthropologue zaïrois V.Y. Mudimbé appelant à un virage épistémologique qui conduise à expliciter les phénomènes culturels africains à l'intérieur du cadre de leur rationalité propre. *Yoruba Ritual* est accompagné d'un coffret vidéo de 30 minutes présentant des extraits des différents rituels analysés par Margaret Drewal. [K.A.A.]